



16 décembre 2020
Communiqué de presse

Rigueur budgétaire : le Parlement européen n'est pas à la hauteur

En bref : le Parlement européen a voté aujourd'hui en faveur de l'accord concernant le budget 2021-2027. Notre délégation, qui a voté contre, regrette ce résultat, qui proclame une nouvelle fois la politique de rigueur économique et cède au chantage de l'extrême-droite sur la question de l'État de droit, menaçant la stabilité européenne pour les années à venir.

En novembre dernier, la délégation France insoumise au Parlement européen dénonçait la logique néolibérale qui avait dominé lors des négociations avec le Conseil au sujet du budget 2021-2027 de l'Union européenne, et accouché d'un texte consacrant, une nouvelle fois, la rigueur pour les peuples européens.

En votant aujourd'hui en faveur de cet accord, le Parlement européen n'est pas à la hauteur de la crise environnementale, sociale et économique que traverse l'Union européenne.

La doctrine de la rigueur

Pour faire face à ce choc, prévenir les conséquences et protéger les citoyens européens, notre délégation soutient une politique de justice sociale et de bifurcation écologique. Celle-ci nécessite des investissements publics conséquents et ambitieux, rendus impossibles par l'accord sur le budget 2021-2027. FEADER, Fonds pour la transition juste, FEDER, FSE+, EU4Health... tous les fonds européens sont en effet insuffisamment dotés pour les sept prochaines années, entraînant ainsi des restrictions budgétaires sur des politiques pourtant centrales.

Pour illustrer cette logique austéritaire, le budget 2021-2027 de l'agriculture est un exemple frappant, avec une baisse de 12% des aides directes aux agriculteurs et une baisse de 20% pour les aides aux zones rurales, en comparaison avec le budget 2014-2020.

L'Union européenne échoue également à se doter de ressources propres suffisantes en allant chercher l'argent où il se trouve. La taxe sur les transactions financières comme une taxation sur les profits exceptionnels des entreprises ont été transformées en vagues déclarations d'intention reléguées aux calendes grecques.

En pleine crise, cet aveuglement dogmatique est insupportable. Il mène l'Union européenne dans le mur : sortir de la crise ne sera pas possible en répétant éternellement les politiques qui l'ont causée !

Le chantage de l'extrême-droite

Enfin, alors que l'accord prévoyait initialement un mécanisme pour faire respecter l'État de droit, l'Union européenne a plié au chantage de la Pologne et de la Hongrie. Le lancement du mécanisme est ainsi retardé et son utilisation limitée, ce qui permet aux deux États de continuer à affaiblir la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme, en attaquant les pouvoirs judiciaires, les personnes LGBTQI ou les migrants.

Pour notre délégation France insoumise, il est intolérable de voir l'Union européenne, Emmanuel Macron et Angela Merkel en tête, céder au chantage de l'extrême droite en reculant sur les valeurs pourtant fondamentales et indispensables à la stabilité et à la raison d'être de l'Union européenne.

Parce que ce budget n'est pas à la hauteur de la crise sociale, écologique et économique actuelle, la délégation France insoumise s'y est opposée.

La délégation France insoumise au Parlement européen